

voisin épris de paix qui n'avait jamais empiété sur les droits d'aucun des peuples asiatiques. Le Tibet n'aspirait qu'à vivre en paix avec ses voisins, mais cela ne l'a pas empêché d'être renversé. Ne l'oublions pas. Tout comme la Chambre et la population canadienne, j'en suis sûr, j'ai été heureux d'entendre dire par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures—ce que nous avons toujours su—que le Canada veut la paix et que notre pays et ses représentants ont fait de grands efforts pour maintenir la paix dans notre monde troublé.

Les événements de ces derniers jours n'ont servi qu'à faire ressortir les conditions qui règnent depuis la fin de la guerre, survenue en 1945. Le monde armé, nerveux, passe d'une crise à l'autre. Or je vous le demande, messieurs, le Canada, le monde occidental ont-ils créé une seule de ces crises? Non! Que les députés pensent à la Tchécoslovaquie, à la Hongrie, à la Corée, au Laos, à la Malaisie, au Tibet. Berlin, on le sait, a toujours été un point névralgique depuis la fin de la guerre.

N'oublions pas la marche des événements; comprenons-la bien. Dans deux guerres mondiales, les États-Unis ont cherché à rester en dehors du conflit jusqu'à la onzième heure. Pourquoi? Parce que c'est une nation pacifique. Ils ne voulaient pas prendre part à la guerre; l'histoire le montre. Je le dis parce qu'il s'agit d'une nation pacifique. Ces gens sont nos voisins et nous les connaissons probablement mieux que toute autre nation. En ce qui les concerne, la guerre est le dernier ressort. J'espère que le monde entier le comprendra. C'est pourquoi eux et les alliés de l'Occident sont actuellement bousculés sur tous les fronts comme ils ne l'ont jamais été!

A l'heure actuelle, et j'insiste sur l'expression «à l'heure actuelle», Berlin est le baril de poudre. Nous nous rappelons fort bien que le monde occidental a toujours eu ses quislings, ses traîtres et ses collaborateurs. Nous en avons encore. N'oublions pas ceux qui, dans le passé, étaient prêts à vendre leur pays.

La semaine dernière paraissaient dans la *Free Press* de London, et je présume que d'autres journaux du Canada les ont aussi publiées, les paroles d'un Canadien selon lequel Berlin ne valait pas la vie d'un seul des nôtres. A mon avis, là n'est pas la question. Sacrifier Berlin garantirait-il la paix mondiale? Je crois que cela ne ferait qu'assurer crises sur crises, aussi inévitablement que les nuits succèdent aux jours. Si la renonciation à Berlin-Ouest devait résoudre les problèmes mondiaux et mettre un terme aux revendications de la Russie, peut-être pourrions-nous consentir à cette renonciation, mais ce n'est pas garanti.

On a parlé tantôt des masses de citoyens de Berlin-Est qui fuient à Berlin-Ouest.

[M. White.]

Quelle révélation pour le monde s'il voulait se donner la peine de voir! Il est à noter qu'un pareil mouvement n'existe pas dans l'autre sens. Ce qui montre quel prix bien des gens attachent à la liberté. Pour aller la trouver sous un régime occidental, ils n'hésitent pas à abandonner leur demeure et à sacrifier toutes leurs possessions. Si l'Est offre tellement, pourquoi n'y a-t-il pas exode vers lui?

Grâce à la courageuse déclaration faite aujourd'hui par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et à l'excellent discours prononcé à Winnipeg la semaine dernière par le premier ministre, le rôle que le Canada doit jouer et la ligne de conduite qu'il doit adopter nous apparaissent on ne peut plus clairement. Je conseille à tous les députés de lire et de relire le discours où le premier ministre a exposé cette ligne de conduite. L'heure du Canada a sonné: à nous d'expliquer à l'Est comme à l'Ouest la vraie nature du problème qui se pose à nous. Notre pays peut rendre un grand service au monde dans sa recherche de la paix. Nous n'avons aucune ambition territoriale, nous sommes sans préjugés et nous comprenons nos voisins américains et le peuple de la Grande-Bretagne.

En outre, nous sommes membres de cette communauté libre de nations qu'on appelle le Commonwealth. Cette communauté se voue par tous les moyens possibles à la recherche de solutions pacifiques. De nos jours, nous entendons parler à tort et à travers du colonialisme, mais au sein du Commonwealth, plus de nations sont parvenues à la liberté que par tout autre moyen. Je ne veux pas parler de colonialisme forcé comme nous en voyons dans la Lettonie, dans d'autres États baltiques et ailleurs. Devenues libres, ces nations nouvelles ont librement décidé de demeurer membres du Commonwealth. Je demande à tous les Canadiens si les mesures d'apaisement sont avantageuses. Relisons l'histoire et nous verrons que la réponse est non. Je demande de plus si une capitulation à Berlin éliminerait les crises mondiales. Là encore, l'histoire répond non. En fait, il y a de fortes chances que les crises deviennent plus fréquentes, ainsi que je l'ai dit tout à l'heure.

Puis-je rappeler aux membres du comité que toutes les nations membres de l'OTAN se sont engagées, aux termes de la charte des Nations Unies, à régler tout différend international dans la paix, la sécurité et la justice. L'OTAN n'est pas une organisation d'offensive mais strictement de défense. L'automne dernier, le bloc communiste a provoqué la fièvre aux Nations Unies. L'Organisation a été menacée comme jamais auparavant, ce qui a fait comprendre au monde libre la rigueur de la